

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!

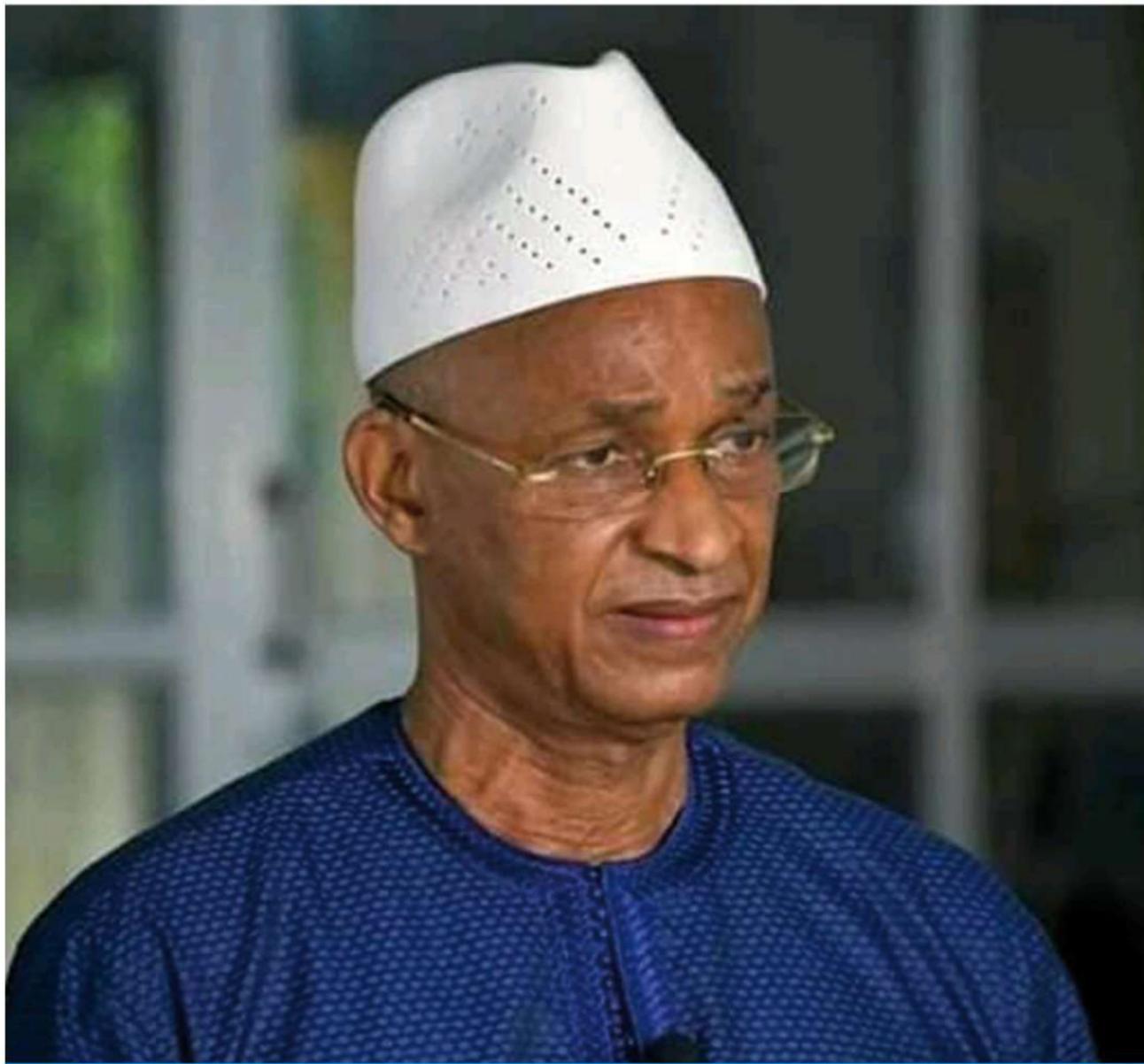


HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 340 DU JEUDI 08 AOÛT 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

TRIBUNE: L'UFDG DANS LA TOURMENTE

P.3

Qui veut être calife à la place du calife ?



Édito à vue d'Aigle

Une journée ville morte "décrétée" par les FVG

Les Forces vives de Guinée n'entendent pas abdiquer face au CNRD. A la suite de l'appel à manifester des organisations de la société civile du 30 juillet au 1er août, lesdites Forces demandent aux populations du Grand Conakry d'observer une journée morte ce lundi 12 août 2024, de 6h à 18h. Elles ne font pas mystère de leur attachement au strict respect de l'accord conclu avec la CEDEAO pour le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays. Pour rappel, lorsqu'il s'est emparé du pouvoir le 5 septembre 2021, dans les circonstances que l'on sait, le Général Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils... P.2

VERDICT DU PROCÈS 28 SEPTEMBRE



P.5

« Ceux qui sont au pouvoir doivent tirer les leçons de ce procès »
(Me Thierno Souleymane Baldé)

SYMPOSIUM

P.4



L'Université GLC de Sonfonia rend un dernier hommage à Maurice Togba Haba

LIMOGEAGE DE KABA DIAWARA

P.9



Des journalistes sportifs se prononcent sur la décision de la Féguifoot

GUINÉE

P.8.9

Khalifa Gassama Diaby jette un regard critique sur la transition

CNT

P.4

Le ministre du Budget fait des révélations sur la fourniture d'électricité en Guinée

ÉVÉNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE 2009

P.5

Cécé Raphaël Haba retrouve enfin les siens après 14 ans de prison

Édito à vue d'aigle



Une journée ville morte "décrétée" par les FVG

Les Forces vives de Guinée n'entendent pas abdiquer face au CNRD. A la suite de l'appel à manifester des organisations de la société civile du 30 juillet au 1er août, lesdites Forces demandent aux populations du Grand Conakry d'observer une journée morte ce lundi 12 août 2024, de 6h à 18h. Elles ne font pas mystère de leur attachement au strict respect de l'accord conclu avec la CEDEAO pour le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays. Pour rappel, lorsqu'il

s'est emparé du pouvoir le 5 septembre 2021, dans les circonstances que l'on sait, le Général Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (Président de la Transition, CNRD, CNT, Gouvernement de transition) ne sera candidat. Mais à 5 mois de la date butoir, nombreux sont ceux qui ne cachent plus leur scepticisme quant au respect du chronogramme de la transition par les autorités en place. C'est le cas des acteurs sociopolitiques regroupés au sein des Forces vives de Guinée qui se disent prêts à amener le CNRD à respecter ses engagements, en remettant le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes.

Par contre, pour les partisans et les soutiens inconditionnels du CNRD, les différentes étapes du chronogramme sont plutôt en train d'être exécutées à la satisfaction générale. Ils demandent aux acteurs sociopolitiques qui brandissent des menaces ou qui comptent mettre la pression sur le CNRD et son gouvernement d'accompagner le CNRD pour mener à bon port le navire Guinée. C'est le même message qu'ils envoient aussi aux acteurs politiques étrangers dont le crime à leurs yeux est de s'immiscer dans les affaires guinéennes. Ils soutiennent que la Guinée n'a pas de leçons à recevoir de personnalités étrangères et qu'avec l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales, il y a des raisons d'espérer un retour apaisé à l'ordre constitutionnel en Guinée. À les en croire, il ne sert à rien de précipiter la transition en organisant des élections bâclées avec tous les risques que cela comporte. La pertinente question que l'on est tenté de se poser est de savoir si le CNRD pourra dérouler sereinement son agenda face à la détermination des Forces vives de Guinée dont sont membres les trois poids lourds de la scène politique guinéenne: le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidya Touré. A noter que l'avant-propos de constitution présenté récemment par le CNT fait l'objet de critiques de la part de certains acteurs et observateurs politiques.

ACTUALITÉ

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN GUINÉE

Les grands axes du rapport trimestriel du bureau du HCDH

Le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme (HCDH) en Guinée a publié le 29 juillet dernier son rapport trimestriel sur les principales tendances de la situation des Droits de l'Homme dans le pays pour la période d'octobre à décembre 2023.



Ce rapport relève entre autres les contestations récurrentes dans la rue malgré l'interdiction du gouvernement de manifester et occasionnant des cas des morts et des blessés ; des restrictions d'accès à l'internet et aux réseaux sociaux; les brouillages des médias, et les arrestations des journalistes, occasionnant des frictions entre le pouvoir et les professionnels des médias; deux incidents majeurs enregistrés à Conakry (l'attaque de la prison de Conakry et l'explosion du plus grand dépôt de carburant); des récurrences de la violence dans certaines régions, notamment en Haute Guinée ; fort engagement du bureau pour l'accès à la justice, la lutte contre l'impunité et le désengorgement des établissements pénitentiaires; début de la caravane nationale de réconciliation en Guinée ; appui aux institutions de l'État et à des organisations de la

société civile.

«Les événements qui se sont déroulés au cours de cette période ont occasionné des cas de préoccupations majeures des droits de l'homme notamment en ce qui concerne le maintien de l'ordre notamment le recours à la force. L'attaque de la prison de Conakry a occasionné des violations des droits de l'homme. Les restrictions qui touchent les médias traditionnels et les réseaux sociaux, ainsi que l'accès à l'internet affectent gravement les médias et le droit à l'information pour les citoyens, malgré la ferme volonté exprimée par des autorités de transition à respecter les engagements internationaux pris par la Guinée», lit-on dans le rapport trimestriel du bureau des Nations unies aux Droits de l'Homme (HCDH) en Guinée.

Kaba Kankoula



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadio Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Kéfina Diakité



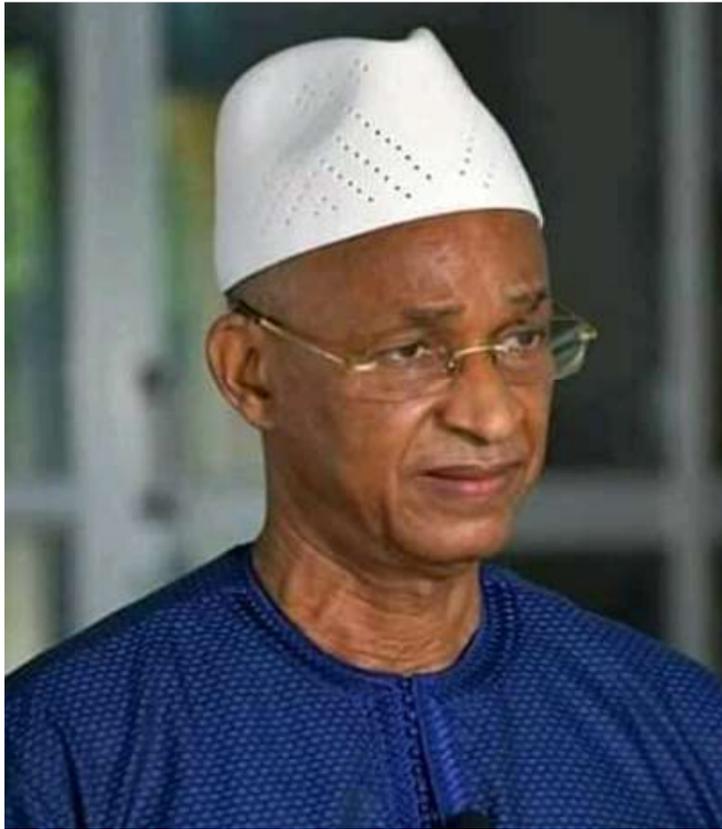
Tribune: L'UFDG dans la tourmente

Qui veut être calife à la place du calife ?

Dans la refondation de l'Etat et assainir le climat politique en Guinée, il n'est pas inutile de chercher les poux sur la tête de la myriade de partis politiques qui foisonnent dans un pays de moins de 14 millions d'habitants. De deux partis préconisés, au départ, l'on en est à 236, selon le dernier chiffre, comme si chaque parti a un programme précis et différent pour sortir la Guinée de l'ornière. Les discours de campagne qui promettent monts et merveilles font croire que la Guinée, un pays de cocagne, ne connaîtra plus le supplice de Tantale...

Des six partis venus en rang dispersé à l'assaut du pouvoir jugé facile de Lansana Conté, en 1993, tous se sont effilochés au fil des élections, sans pouvoir locher le pouvoir en place, et, au lieu de voir l'échiquier s'amincir, il grandissait en nombre. De la CODEM (coordination de l'opposition démocratique) au FRAD (front pour l'alternance démocratique), le pouvoir de Lansana Conté allait en se renforçant et en durcissant jusqu'au le Kudaï (présidence à vie). Par dépit et par impuissance, les opposants cassaient la pipe les uns après les autres. D'abord, c'est Alpha Sow qui s'en ira pour laisser l'UFD (l'Union des forces démocratique) à Bah Oury. Siradiou Diallo s'en est allé avec son parti, l'UPR, (Union pour la république), problème de succession. L'UNR (Union nationale pour le renouveau, ou quoi-là, de Bâ Mamadou, était aussi bien mal en point. Entre 2005 et 2007, les partis d'opposition tenaient à peine debout, hormis le RPG, mais il était sous l'éteignoir. L'UNR s'associe à l'UFD pour devenir UFDG. L'inflation causée après l'attaque aux frontières, en 2001, a provoqué une inflation exponentielle et galopante. A ce sujet, il y a une petite histoire : Alors que la tonne de ciment était à plus de 240000, à la dernière page du Lynx, le prix de 220 000 était maintenu. Voilà le Gros lynx qui sort de son "laboratoire de correction" avec une feuille dont les ratures dépassaient le corps de l'article : « Tout ça ! » --« Ouais ! », et sans transition, je lui ai montré la pub sur ciment de Guinée, en décrochant une balle à bout portant : « ça, c'est de la publicité mensongère ! ». Diallo Souleymane était cramé, ses yeux jetaient des éclairs : « Monsieur Sidibé, moi, je ne vends pas la poudre ! » --« Dans ce cas, il faut le décrocher, parce que je viens d'acheter une tonne à 240000 fg) la parution suivante, la pub a été décrochée. Diallo Souleymane n'a jamais gardé une contrariété contre mézigue, sur le sujet. C'est le grand témoignage sur le professionnalisme du vieux gars qui est apporté, ici.

Revenons à grands pas à l'inflation de



2002, en sautant certains détails de l'époque : les opposants impuissants, les syndicats reprenaient le flambeau avec Ibrahima Fofana et Rabiatou Sérah Diallo. Cellou Dalein Diallo fut nommé Premier-ministre pour calmer l'insurrection dont l'épicentre était « l'axe du mal », fief de Bâ Mamadou. Cellou forma un gouvernement qui n'a vécu que 12 heures avant d'être dissous. Un Premier-ministre proposé par les Forces vives, en la personne de Lansana Kouyaté, fut nommé. Cellou Dalein jetera l'éponge et se lancera dans la politique. Après plus d'une dizaine d'années au gouvernement, il était plein

aux as. Bâ Mamadou lui céda la direction du parti pour la faillite financière et après son incarcération à la Maison Centrale de Coronthie sans conséquence et sans suite, suite aux émeutes de Kaporor-rail. Il céda son droit d'aïnesse et la tête de l'UFD pour un plat de lentille, ce plat de lentille valait, disait-on, une villa et 200 ou 300 millions de francs guinéens. La même valeur sera aussi proposée par Sékouba Konaté pour la tête de Toumba Diakité, après que ce dernier ait tapé « le poteau droit sortant » de Dadis avec son "tu-tue".

L'UFD deviendra l'UFDG avec Dalein pour plus de rassemblement ; l'UFD étant la

propriété des Bah, devenu Bah-Diallo, il a absorbé tous les petits partis qui gravitaient au Fouta pour prendre l'ampleur d'un parti national. Bah Oury conservera le poste d'éternel adjoint et prit l'envergure d'un chef de file de l'opposition, c'est lui qui orientait la branche active du parti. En 2010, lors d'une réunion des Forces vives de Guinée avec le Groupe international de contact à Novotel, des journalistes avaient surpris le président de la CENI, Ben Sékou Sylla, dire au groupe de Bouréma Condé et autres de l'administration du territoire, sous le hall d'entrée, que la CENI va annuler le vote des Guinéens de l'extérieur par faute de moyen. Voilà Bah Oury qui arrivait avec un gros sac comme celui de Alpha Sow, fut interpellé : « Bah Oury, la CENI a l'intention d'annuler le vote des Guinéens de l'extérieur »-- « Ah bon, ils ont dit ça ! On va voir ! ». Bah Oury est allé tout chambouler. La réunion qui devait prendre fin à 12 heures s'est prolongée jusqu'à 22 heures. Des journalistes qui étaient venus depuis 8 heures dormaient dans les couloirs de Novotel pour attendre la fin d'un conclave interminable entre les forces vives et le groupe international de contact. Le métier de journaliste est dur. La CENI avait reconsidéré l'annulation des votes de l'extérieur. On ne sait pas d'où l'argent est venu pour l'installation des bureaux de vote et le recensement, mais il a eu lieu, c'était une crise désamorcée à temps. L'UFDG avait gagné au premier tour. Mais alors que tous les observateurs s'attendaient à voir l'UFR de Sydia en deuxième position, c'est le RPG de Alpha Condé. La chose se murmurait déjà bien avant. L'avocat Fodé Abass Bangoura, membre de la CENI, avait confié, un jour, à un ami journaliste, à la Maison de la presse de Coléah, que si le vote de Matoto (la plus grande et la plus dense commune de Guinée très disputée entre l'UFDG, le RPG mais acquise à l'UFR) était annulé pour fraudes, une magouille organisée en vue, il démissionnerait. Il lui avait même donné deux exemplaires de sa démission pour relecture... Ben Sékou Sylla cassa la pipe, à son tour. Lui trouver un successeur n'était pas chose facile. Plus de 4 mois de tergiversation, de juin à novembre. Aucun Guinéen n'était digne de confiance des autres Guinéens. La suspicion avait créé une atmosphère de tension ethnique. Une petite étincelle suffisait à l'embrasement, surtout après l'eau empoisonnée vendue au stade du 28 septembre. C'est en ce moment hautement sensible qu'un article de sanakouya a paru dans la presse mettant les peuls et les Malinkés ensemble dans un plat de mangeurs de taro et d'igname. Curieusement, ils s'en sont bien amusés, les uns traitant les autres de "Yabèrè" et de "kapèrè". Dans cette même ambiance électrique, Bah Oury décréta que d'ici mercredi (on était un lundi), si on ne trouvait pas de solution pour la CENI, il n'y aurait pas de travail, pas de circulation, pas de marché... L'UFDG était, à ce moment, plus Bah Oury que Cellou Dalein Diallo qui lui a donné plus de vivacité qu'avec Alpha Sow et Bâ Mamadou, ce parti existait sans vraiment vivre. On ne se souvient pas bien de la raison du clash et du départ de Bah Oury à l'exile... et quand il a revendiqué son statut de membre fondateur, une décision de justice l'avait rétabli dans ses fonctions, mais " l'ostracisme", ou le culte de la personne qui prévalait au sein des militants l'UFDG entièrement acquis à Cellou Dalein est si religieux qu'il est impossible à quiconque de faire la guerre à Cellou et d'avoir une place sereine en son sein.

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Le cas de Bah Oury était spécifique, il est encore supportable. Voilà Ousmane Gaoual Diallo, pas le voleur de bétail qui était dans les Services Spéciaux de

Tiégboro entre mai-juin 2009, cet Ousmane Gaoual Diallo est un karatéka-ceinture noire, qui prenait l'hémicycle rectangulaire du Palais du Peuple pour un ring, qui avait même voulu en découdre avec Damaro Camara, le président de l'Assemblée Nationale, et avec bien d'autres. En faisant tout un peu trop pour engager le parti dans des aventures, il fut pris avec ses émules pour atteinte à la sécurité de l'Etat et emprisonné en même temps que les gars du FNDC, (au fait, qui et où a-t-on téléporté ou sublimé les Foniké-mèngué et Billo Bah ? Une transition militaire est une transition militaire, et ça veut dire ce que ça veut dire. Jouer à la démon-cratie quand tout est interdit c'est tenter le diable. On serait très curieux d'entendre qu'ils ont été bien traités pendant leur voyage au pays des merveilles). Bref, revenons pour dire qu'Ousmane Gaoual en veut à Cellou de ne pas intercéder pour sa libération. Beaucoup d'observateurs, aussi, se demandaient sur le silence, ou de l'indifférence de l'UFDG et de Cellou Dalein vis-à-vis de ses hommes en conflit avec le pouvoir. A sa libération, il fut coopté par le CNRD. Les anciens premiers ministres avaient même suggéré à l'armée d'intervenir, ils étaient les plus pressés de voir finir cette transition. La mobilisation de leurs militants... et le CNRD est passé directement à l'action.

Difficile d'en parler, mais le domaine reprit à Sydia Touré était un domaine offert au Horoya Band par Sékou Touré. A l'avènement du CMRN et surtout après le coup foiré de Diarra Traoré, le PDG était complètement sous l'éteignoir... C'est dans cette atmosphère que le terrain de Horoya Band est resté en jachère pendant des années. Le passé a rattrapé Sydia Touré là-dessus. Quant au domaine de Cellou Dalein, à Dixinn, depuis toujours ce domaine de rêve était intouchable. Sydia et Cellou ont été des PM dans les gouvernements de Lansana Conté, où il était maudit d'être honnête. Les pièces justificatives en leur possession sont irréfutables, mais moralement... La saisie de ces domaines avec effet immédiat de restitution dans le domaine publics et les menaces d'audits dans des affaires enfouies les ont fait partir à l'exile. Et pour taper sur le même clou pour tempérer l'UFDG, Ousmane Gaoual est nommé au MUHAT (ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire), un domaine sensible... En plus d'être bombardé porte-parole du CNRD pour une guerre tous azimuts contre les médias qui ne partagent pas ses vues, il fut envoyé au ministère de PT et à l'économie numérique, et finalement au ministère des Transports. Il faut dire que partout où Ousmane Gaoual a passé, il a laissé à redire. Et comme si Cellou Dalein Diallo n'a pas assez de soucis, la justice demande à l'UFDG de le réintégrer dans ses fonctions, et c'est au tour de l'exclu de demander l'exclusion de ceux qui l'ont exclu. Mais pourquoi les conflits internes aux partis politiques ne sont pas réglés par le MATD, lui qui vient de faire une évaluation ?

Enfin, à supposer que Ousmane Gaoual retrouve sa place à l'UFDG comme porte-parole, comme le veut la justice guinéenne, alors qu'il est porte-parole du gouvernement, cumul de fonctions, quelle parole va-t-il porter plus haut que l'autre ?

Quand on cherche à être calife à la place du calife... Quoi qu'il en soit, l'UFDG a désormais deux fronts à tenir. A-t-elle cette résilience ?

La question reste posée.

Moïse Sidibé

EVÉNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Cécé Raphaël Haba retrouve enfin les siens après 14 ans de prison

Le 31 juillet dernier, Cécé Raphaël Haba a été déclaré innocent des faits qui lui sont reprochés dans les événements du 28 septembre 2009. Enfin libre, Mediaguinee est allé à sa rencontre à son domicile le mardi 06 août pour recueillir ses sentiments.

« Avec ma femme, durant 15 ans, je manque à ma famille, mes enfants, mes amis, ma mère, ce n'est pas facile. Mais aujourd'hui, j'ai oublié toutes les souffrances parce qu'aujourd'hui, je suis en joie, je suis en paix. Je suis aujourd'hui comme le jour où je suis sorti du ventre de ma mère, c'était une joie.

La prison c'est l'enfer terrestre. Mais ça m'a édifié. Aujourd'hui, je suis auprès de ma famille, je suis auprès de mes

enfants, Dieu soit loué », a-t-il confié à Mediaguinee. Avant de remercier les autorités en place ainsi que l'ex-ministre de la Justice pour la tenue de ce procès.

« Je remercie surtout le président de la République le général Mamadi Doumbouya qui a fait tous ses efforts pour pouvoir tenir le procès. Si aujourd'hui, Cécé Raphaël Haba est (re)connu mondialement, c'est grâce au président Mamadi Doumbouya, s'il n'avait pas tenu ce procès, on allait toujours rester dans cette prison sans connaître notre situation, sans connaître notre sort. Mais nous lui disons encore merci

Que Dieu l'accompagne, Dieu l'assiste, dans la tâche qu'il lui a confiée, qu'il puisse l'accomplir

dans les bonnes conditions. Nous remercions surtout la justice, ils ont fait leurs efforts pour pouvoir tenir ce procès sans bagarre, sans difficulté dans la paix. Nous disons merci au ministre de la Justice, surtout Yaya Kairaba Kaba. Et celui qui a commencé ce procès, Charles Wright, surtout le président du tribunal, le juge Ibrahima Sory 2 Tounkara qui m'a acquitté.

Donc, nous remercions beaucoup à tous les membres, à toutes les personnes de loin et de près qui m'ont assisté m'ont supporté dans le monde entier, en Afrique et surtout en Guinée et toutes mes connaissances [...] je rends gloire à Dieu »

Mamadou Oury

SYMPOSIUM

L'Université GLC de Sonfonia rend un dernier hommage à Maurice Togba Haba.

L'Université Général Lansana Conté de Sonfonia a rendu un dernier hommage à Maurice Togba Haba, chef service des jeux universitaires à travers un symposium dans l'enceinte de l'établissement. Cette cérémonie a mobilisé, la famille, le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, amis, collègues, collaborateurs et amis du défunt.

Maurice Togba Haba est décédé le 02 août 2024 à l'hôpital Ignace des suites de maladie. Une pathologie qui a eu raison de cet enseignant chercheur malgré des efforts pour le sauver. Pour honorer sa mémoire, l'université de Sonfonia a organisé un symposium digne de nom à cette occasion. Le Rectorat, le corps enseignant et les étudiants de ce temple du savoir n'en revenaient pas d'imaginer la dépouille mortelle de celui qui était considéré comme l'une des relèves les plus prometteuses de l'université.

Professeur Alpha Abdoulaye Diallo, doyen des facultés des sciences juridiques et politiques a, au nom du corps enseignant de l'université Sonfonia, adressé leur message de condoléances à la famille de leur désormais ancien collègue. « Le monde scientifique et universitaire guinéen mais surtout le monde juridique et politique vient de perdre un enseignant chercheur de qualité. Professeur Maurice Togba est enseignant que nous avons formé ici pour assurer la relève mais c'est Dieu qui a décidé qu'il allait partir aujourd'hui. La courte période qu'il a vécu avec nous, il a marqué l'histoire dans tout son sens. Au nom de la faculté des sciences juridiques et politiques, nous présentons nos condoléances les plus



attristées à la famille », a-t-il exprimé.

Inconsolable, l'épouse du défunt, entourée par ses enfants, a partagé devant le public, les échanges inoubliables, avec son mari ces derniers temps. Une façon pour elle, de lui faire ses adieux.

« Mon cher époux, pourquoi si tôt ? Depuis quelques semaines de convalescence, nous avons fait des efforts, tout ce qui était de notre pouvoir mais hélas ! La mort ne se soigne pas. Je sais que tu n'as jamais voulu être fragile ou affaibli devant moi et nos enfants. Tu avais toujours le mental très haut, c'est pourquoi dans ces moments durs, j'ai toujours cru en toi tant qu'époux et meilleur ami. Durant toute ta vie, tu nous as

aimés et tu nous as chéris. Tu as été un époux modèle, un époux prometteur, un père qui a aimé ses enfants de toute son âme.

Dans les moments les plus difficiles de ta maladie, tu m'as dit ceci : « Rougui, je pleure mes enfants, promets-moi de prendre soin d'eux et je te l'ai promis et je le réitère », s'est engagée Rougiatou Barry.

Très touché par cette perte tragique, le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a rendu un vibrant hommage à Maurice Togba Haba, chef du service Promotion du Sport Universitaire, des Arts et de la Culture. Alpha Bacar Barry a souligné la constance, la loyauté et le dévouement

exemplaires de Maurice envers ses amis d'enfance, sa famille, ses proches et ses collaborateurs au sein du MESRSI. Il a également salué sa contribution au développement du sport universitaire et à la promotion des arts et de la culture, qui restera à jamais gravée dans nos mémoires collectives.

« J'aurais souhaité que ça soit une autre occasion pour moi de parler de Maurice. Maurice c'est quelqu'un que j'ai connu ici, dans ce même amphithéâtre quand j'étais jeune enseignant bénévole. Maurice et moi avons tissé une relation qui au fil des années, est devenue une relation presque familiale. Tous les témoignages qu'on a écoutés ici, il y a une

constance. Il avait le sens du devoir et du professionnel mais je l'ai découvert professionnel ici, en tant que chef service sport à l'université. J'ai vécu avec lui, les jeux universitaires à Labé et dans cet événement, j'ai découvert en lui, une grande capacité de mobilisation des centaines de jeunes sur un terrain qu'il ne connaissait pas. Je voudrais aujourd'hui ne pas le pleurer mais plutôt le célébrer parce que, de tous ceux qui passent sur terre, il y en a qui laissent des traces et je pense qu'on se souviendra de Maurice pour longtemps pour le travail qu'il a accompli.

Je voudrais dire à la famille Haba, surtout à sa femme et ses enfants que le ministère et tous ceux qui ont été cités ici comme étant des amis de Maurice, nous serons pour vous accompagner, aider du mieux que nous pouvons. L'héritage de Maurice Togba Haba va continuer d'inspirer les générations futures », a déclaré Monsieur le ministre.

Maurice Togba a été inhumé le mardi 06 août à Cobayah, après avoir reçu les hommages mérités lors d'un symposium émouvant organisé à l'université Général Lansana Conté de Sonfonia.

Samuel Demba. D

CNT

Le ministre du Budget fait des révélations sur la fourniture d'électricité en Guinée

Au CNT, à la faveur de l'examen et adoption du rapport volet recettes du projet de la Loi de Finances Rectificative 2024, le ministre du Budget, Facinet Sylla, a révélé que les 60% de l'électricité que le Sénégal fournit à la Guinée, proviennent du bateau turc.

« Dans les jours à venir, la desserte en électricité va s'améliorer substantiellement à la suite des mesures prises par le Gouvernement. Et une fois que nos concitoyens ont de l'énergie de façon régulière, nous comptons beaucoup sur le CNT (Conseil national de la transition) et toutes les autres branches de l'administration ou de la République, pour faire la sensibilisation afin de dire qu'il

est temps que le Guinéen paie. À la source, nous payons le courant de la même manière que le Sénégalais. Je ne suis pas le ministre de l'Énergie, mais je vois tous les jours les factures sortir. Et je peux donc me permettre d'en parler. Notre contrat de fourniture d'électricité avec le Sénégal, les 120 mégawatts sont taxés à 25, ce qui représente beaucoup. Et quand vous prenez la taxe, ça

fait 23. Ils nous fournissent 120 pendant la journée et 70 la nuit, à travers le bateau turc à 60%. Nous quand nous branchons le même bateau ici, nos concitoyens veulent l'avoir gratuitement et cela n'est pas possible. On parle de réforme d'EDG. C'est vrai que EDG doit réformer, mais nous devons réformer nos comportements et réellement payer ce que nous devons payer. Quand j'étais

à la BAD et qu'on m'a affecté au Burkina Faso en 2014, j'ai assisté en direct à la révolution burkinabè qui a fait partir le Président Blaise Compaoré. Il y a le parlement et d'autres édifices qui ont été brûlés. Mais le lendemain, ce qui nous a beaucoup frappés, est que ces mêmes populations faisaient la queue pour payer leurs factures d'énergie. Pourquoi pas le Guinéen? Pourquoi pas nous?

Dès que vous voulez faire payer ou poser des compteurs, on fait de l'interférence politique pour dire que ce n'est pas le moment de le faire. À quand ça sera le moment ? C'est maintenant ou jamais. C'est pendant cette transition qu'on peut le faire afin que ça devienne comme une habitude que personne ne pourra plus dévier. », a fait savoir Facinet Sylla.

Kaba Kankoula

Interview

VERDICT DU PROCÈS 28 SEPTEMBRE

« Ceux qui sont au pouvoir doivent tirer les leçons de ce procès » (Me Thierno Souleymane Baldé)

Me Thierno Souleymane Baldé, l'une des victimes des événements du 28 septembre 2009 se dit soulagé à l'issue de ce procès criminel. Après deux ans de procès délocalisé à la cour d'appel de Conakry, ce tribunal spécial, à sa tête le juge Ibrahima 2 Tounkara, a rendu son verdict. Aussitôt, les avocats de l'ancien chef de la junte à l'époque, ont relevé appel contre la décision du tribunal, à la cour d'appel de Conakry. Cet avocat souhaite que la relance des débats se solde amèrement contre les mis en cause.



L'Aigleinfos : Le verdict dans le procès des événements du 28 septembre 2009 a été rendu le 31 juillet 2024 par le tribunal spécial. En tant qu'avocat et victime, quelle lecture faites-vous de cette décision ?

Me Thierno Souleymane Baldé : D'abord c'est un ouf de soulagement comme vous le savez, nous nous sommes battus plus d'une décennie pour pouvoir obtenir ce procès, on n'aurait pas imaginé que cela soit possible et

surtout le fait qu'il soit organisé sans incidents majeurs et qu'au bout du compte, une décision de justice soit rendue, c'est un acquis pour le peuple de Guinée parce que c'est la première fois qu'on arrive à organiser un tel procès pour des massacres de cette nature.

L'Aigleinfos : A l'issue de ce procès, certains ont été libérés comme l'ancien ministre de la Santé Abdoulaye Chérif Diaby, Cécé Raphael Haba et d'autres

comme Moussa Dadis Camara, Moussa Tiégboro ont écopé de vingt-ans de prison. Est-ce que ces différentes sentences étaient votre vocation ?

Me Thierno Souleymane Baldé : Heureusement nous avons tous suivi ce procès jusqu'à la fin, et qu'au-delà des sentences, il y a un aspect éducatif pour les citoyens. Moi en tant que partie civile, je n'ai pas à discuter par rapport à la décision qui a été rendue par le juge mais en tant qu'activiste des droits de l'homme, j'aurais souhaité à ce que ça soit une sentence beaucoup sévère par rapport à ce que nous avons obtenu.

L'Aigleinfos : D'ailleurs les conseils de Dadis ont interjeté appel contre la décision de leur client parce qu'il estime que c'est sévère. Ne pensez-vous pas que sa peine sera réduite ?

Me Thierno Souleymane Baldé : Il y a eu une indulgence de la part des juges qui ont prononcé une peine raisonnable par rapport aux crimes qui ont été commis surtout quand on parle de crime contre l'humanité. Mais comme la défense a fait appel, nous espérons qu'à l'issue de ce procès au niveau de la cour d'appel de Conakry, la sentence sera plus sévère et

surtout assortie d'une période de sûreté pour permettre à ceux-là qui ont été coupables puissent passer une certaine période en détention avant qu'ils ne soient libérés pour servir d'exemple à quiconque qui essaierait de faire la même chose dans l'avenir.

L'Aigleinfos : La question que l'opinion publique et internationale se pose c'est le dédommagement des victimes qui pour la plupart ne vivent plus. Est-ce que vous pensez que cela peut être possible ?

Me Thierno Souleymane Baldé : C'est l'épineuse question. Le tribunal même l'a mentionné tout en rappelant que certaines victimes encore malades et qui n'arrivent pas se soigner, d'autres sont paralysées à vie. S'il n'y a pas de dédommagement, comment ces personnes-là peuvent parvenir à vivre durant un certain niveau. Donc la décision qui consiste à condamner les accusés à dédommager les victimes, nous savons tous que compte tenu des montants qui sont en jeu, ils ne payeront pas. Mais il y a des mécanismes qui existent, qui ont marché dans d'autres pays et qu'on utilise chez nous. Lorsqu'on discutait les deux problèmes les plus difficiles à l'époque c'était la construction

d'un palais de justice et la mise en place d'un fonds d'indemnisation des victimes. Et à cet effet, un montant a été logé dans un compte à l'époque quand il y avait le Ministre Charles Wright. Nous espérons que le gouvernement avec l'appui des partenaires, va permettre à ce que les victimes puissent bénéficier des dédommagements sur la base des décisions qui ont été rendues.

L'Aigleinfos : Quel enseignement peut-on tirer de ce procès surtout du côté des dirigeants qui se livraient à de telles pratiques dans l'exercice de leur pouvoir ?

Me Thierno Souleymane Baldé : Aucune personne ne pouvait imaginer que ce procès puisse être organisé. Ceux qui sont au pouvoir doivent tirer les leçons de ce procès et dire qu'aujourd'hui nous sommes au pouvoir mais ce n'est pas éternel. Si nous posons des actes qui ne sont pas conformes aux règlements en vigueur, on sera amené à rendre compte.

L'Aigleinfos : Merci à vous Me Thierno Souleymane Baldé !

Me Thierno Souleymane Baldé : Merci à vous aussi !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Candidatures aux élections

Ce qu'en pense Dr Dansa Kourouma

Le mercredi 7 août 2024, le président du Conseil National de la Transition (CNT), Dr Dansa Kourouma, a animé une conférence de presse dans un réceptif hôtelier de la place.

Au cours de cette rencontre avec les hommes de médias, le chef de l'organe législatif de la transition s'est prononcé sur un certain nombre de sujets figurant dans l'avant-projet de la nouvelle Constitution qui vient d'être dévoilé aux Guinéens.

A la question de savoir par exemple est-ce que cet avant-projet de Constitution autorise les autorités actuelles de la transition d'être candidates aux prochaines échéances électorales, Dr Dansa Kourouma a répondu en ces termes : « Ce texte qui devra désormais régir notre cher pays dans les années à venir a été élaboré avec une

grande attention à l'inclusivité nationale. Le CNT a maintenu un dialogue ouvert et permanent avec toutes les composantes de la nation pendant le processus d'élaboration de ce document historique. L'objectif final est de parvenir à une proposition de Constitution qui requiert le consensus national, avant de la soumettre au référendum du Peuple souverain de Guinée »

Et d'ajouter : « cette Constitution n'est pas une liste d'exclusion, mais plutôt une règle générale intemporelle qui résiste au temps et à la tentation des hommes. Aucune Constitution dans le monde n'a énuméré une

liste de personnes pouvant ou ne pouvant pas être candidates. Elle vise à garantir les libertés et à établir un équilibre de l'autorité pour le bien de tous... »

Il faut dire que l'avant-projet de constitution présenté récemment par le Conseil national de la transition continue de faire l'objet de vives critiques de la part de certains acteurs politiques. C'est le cas notamment des partis membres des Forces vives de Guinée qui accusent à tort à raison le CNRD et son président de vouloir s'éterniser au pouvoir.

Mamadou Oury



CNPS

Lancement de la couverture médicale des agents de l'Etat et retraités

Le mercredi, 7 août 2024, le Premier ministre Amadou Our Bah a lancé officiellement la couverture médicale des agents de l'État et retraités de Guinée. L'initiative est du département en charge du Travail et de la Fonction publique, à travers la direction générale de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).



A cette occasion, la Directrice générale de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, Colonel Aminata Diallo, a déclaré : « L'objectif est d'assurer une compréhension claire des mécanismes de fonctionnement, de prise

en charge, et d'éligibilité à cette couverture maladie, tout en mettant en avant les avantages tangibles pour les bénéficiaires. Cet événement s'inscrit également dans une stratégie plus large visant à renforcer la visibilité

et l'adhésion autour de ce programme, afin d'en garantir la pérennité et l'efficacité à long terme. La CNPS ambitionne ainsi de créer un consensus solide autour de cette initiative, en soulignant l'impact positif qu'elle aura sur

la qualité de vie des agents de l'État et de leurs familles »

Au nom du mouvement syndical guinéen, Abdoulaye Camara de l'USTG a indiqué :

« Le mouvement syndical guinéen salut vivement cette avancée significative dont le lancement officiel traduit éloquemment la vision et l'engagement du CNRD en matière de santé pour tous. Mais surtout représente la fin d'un doute qui avait fini par s'installer dans l'opinion de certains fonctionnaires et retraités sur la destination des 5 et 10% devant être prélevé respectivement sur les salaires des fonctionnaires et retraités. Désormais, tout agent en activité ou tout retraité peut prétendre jouir d'une couverture maladie à la hauteur de ses cotisations conformément à

la loi instituant la couverture médicale des agents de l'État dans notre pays »

Dans son intervention de circonstance, le Premier ministre, Amadou Oury Bah a rappelé que la question de la santé est une question centrale dans le cadre de la prise en compte du capital humain. « Aujourd'hui, nous ambitionnons de faire en sorte que l'indice du développement humain en Guinée soit nettement valorisé. Il est donc important que nous sachions que nous avons une trajectoire qui réconcilie (...) De faire du social un des piliers fondamentaux de la réconciliation des citoyens avec l'État, mais également d'assurer le rassemblement et l'émergence d'une véritable citoyenneté... », dira le chef du Gouvernement.

Mamadou Oury

AG de l'UFDG

Fodé Oussou Fofana fait des observations sur l'avant-projet de constitution

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 03 août 2024, un de ses vice-présidents, Dr Fodé Oussou Fofana, a abordé entre autres la présentation de l'avant-projet de la nouvelle constitution de la République de Guinée par le CNT.

« Quand c'est un projet, ça vient du Gouvernement, on l'emmène au niveau de la législation, c'est l'assemblée ou le CNT, pour examiner le projet. Quand c'est une proposition, ça vient du CNT actuellement pour le Gouvernement. J'ai été très surpris de voir le Premier ministre se déplacer, venir au CNT, pour venir discuter au niveau du CNT d'une proposition de loi, ça ne se fait pas comme ça... Je ne peux pas comprendre qu'un projet de loi ou une proposition de loi parce que je ne sais plus, il y a

d'autres qui parlent de projet et d'autres parlent de proposition. Admettons que c'est une proposition, parce que dans la charte il est dit que c'est le CNT qui doit faire une proposition de loi. Mais jusqu'à aujourd'hui on n'a pas vu de contenu, on n'a pas vu d'articles. Même ceux qui se déplacent pour venir au CNT ne voient pas des articles, on leur fait montrer ça sur tableau, on dit : regardez ça et donnez votre avis là-dessus », a fait observer Dr Fodé Oussou Fofana. Avant de fustiger le déplacement

du Premier ministre, Chef du Gouvernement, au CNT.

« Le Premier ministre est le Premier ministre de ce pays, il a des conseillers juridiques, ces conseillers devraient être capables d'expliquer au Premier ministre que quand c'est une proposition ce n'est pas lui qui se déplace, la proposition de loi du CNT doit trouver le Gouvernement sur place pour que le Gouvernement donne son avis. Comment vous pouvez inviter quelqu'un, un Premier ministre qui se déplace, il vient au niveau du CNT et on met sur tableau des articles, on lui dit de regarder ça et de lire et de donner son avis là-dessus, qu'est-ce qu'on cache ? »

Kaba Kankoula



Guéguerre de leadership à l'UFDG

Le CERAG attaque une note circulaire émise par Bano Sow

Dans un communiqué publié le mardi dernier, le Cercle des Amis de Gaoual (CERAG) a réagi à la note circulaire signée de Mamadou Bano Sow qui annonce que toute promotion du CERAG est synonyme de démission à l'UFDG.



« Face à la note circulaire émise par Mamadou Bano Sow, nous tenons à dénoncer avec la plus grande fermeté cet acte qui constitue une attaque directe contre les adhérents et sympathisants de l'UFDG. Celui qui a émis cette note pense pouvoir menacer arbitrairement, mais cela ne fait que révéler la fragilité actuelle de la direction. En réalité, cela provient d'un groupe restreint, dont la légitimité est sérieusement contestée, qui ne représente en rien la direction entière de l'UFDG. Elle ne reflète pas la voix des 350 membres du Bureau Exécutif, ni celle de l'ensemble des adhérents.

Il convient de rappeler que, selon l'Article 21 des Statuts, l'UFDG peut s'associer à tout mouvement politique qui poursuive des objectifs similaires aux siens. Le CERAG, en tant que mouvement, cherche à défendre les idéaux de l'UFDG et à ramener le parti à la normalité, loin des abus.

À cet effet, il est inadmissible de sanctionner les adhérents, responsables, voire cadres du Bureau Exécutif pour le simple fait qu'ils se sont adhésés à un mouvement qui partage les mêmes valeurs, ou pour avoir exprimé librement leurs

opinions. C'est non seulement contradictoire aux textes de l'UFDG, mais c'est aussi une tentative de faire taire les voix dissidentes.

Au-delà de cette intolérance, rappelons que, selon l'Article 52 du Règlement Intérieur de l'UFDG, toute sanction doit être proportionnelle à la gravité de la faute. Ainsi, l'Article 54 précise que les sanctions peuvent aller de l'avertissement à la radiation, mais uniquement si des procédures transparentes sont respectées. Les sanctions doivent suivre des protocoles clairs et ne peuvent pas être imposées arbitrairement, encore moins annoncées par une simple note circulaire sur les réseaux sociaux.

Menacer de démission forcée tout militant et responsable de l'UFDG s'adhérant au CERAG n'est pas seulement un préjudice, c'est une absurdité. Cela montre aussi l'incapacité à accepter la diversité d'opinions et la diversité en général. Accuser notre mouvement CERAG de déstabiliser l'UFDG et de dénigrer ses responsables avec la bénédiction du CNRD et du gouvernement n'est qu'une tentative de manipulation. C'est totalement en contradiction avec l'Article 12 des Statuts de l'UFDG, qui précise que

tout membre doit contribuer au renforcement de l'unité et de la concorde nationales. Comment peut-on prétendre renforcer l'unité nationale en s'attaquant à nos institutions et à ceux qui cherchent à dialoguer ? Banaliser la haine et la discorde sous prétexte de loyauté envers l'UFDG, c'est non seulement une pure manipulation, mais aussi destructeur pour le parti.

Enfin, ces actes arbitraires montrent à quel point la direction de l'UFDG est fracturée, incapable d'unir le parti autour d'un congrès et influencée par la politique de chaos menée par Cellou Dalein Diallo, qui est absent de cette même direction depuis plus de deux ans. À ce stade, quelle crédibilité reste-t-il quand on se cache derrière un écran pour imposer des sanctions ? Il est temps d'arrêter l'intimidation. Vous ne faites que détruire ce qui reste du parti. C'est une mascarade et un véritable coup de grâce porté à l'ensemble de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée. », peut-on lire dans le communiqué du CERAG.

Mamadou Oury

Page noire

Akim Zézé Koïvogui du RPG n'est plus

Le vendredi 02 août, c'est avec consternation que l'on a appris le décès de Akim Zézé Koïvogui, membre du Bureau politique du RPG Arc-en-ciel, militant de la première heure du parti depuis les premières heures de sa fondation.



L'ancien président guinéen et fondateur du RPG Arc-en-ciel, le professeur Alpha Condé, qui vit en exil en Turquie, a tenu à lui rendre hommage.

« C'est avec une grande tristesse que je viens d'apprendre le décès survenu en Guinée, d'Akim Zézé Koïvogui, membre du Bureau politique du RPG Arc-en-ciel, militant de la première heure du parti depuis les premières heures de sa fondation.

En ces moments de deuil, j'adresse mes condoléances les plus attristées à l'ensemble des membres de sa famille,

aux ressortissants de la Guinée forestière et à tous les membres du parti qui continuent la longue lutte pour exiger un meilleur avenir démocratique de notre pays.

Que l'âme de ce camarade de lutte qui m'a accompagné dans les dures épreuves de la vie politique, repose en paix. Que Dieu accueille son âme », a écrit le professeur Alpha Condé, l'homme qui a présidé aux destinées de la Guinée du 21 décembre 2010 au 05 septembre 2021.

Kéfina Diakité

Solidarité

Le DG de FIM FM fait le point de la campagne de levée de fonds « Un geste pour FIM »

Le mercredi 07 août 2024, le DG de FIM FM, Aboubacar Diallo, a fait le point de la campagne de levée de fonds dénommée « Un geste pour FIM ».

Pour dit-on non-respect de leurs cahiers des charges, certains groupes de médias guinéens ont été fermés, il y a quelques mois, au grand dam de leurs employés aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays. Il s'agit de Hadafo Médias de Lamine Guirassy, de Djoma Médias de Kabinet Sylla alias Bill Gates (ex-intendant général de la Présidence de la République, en prison pour détournement présumé de deniers publics)

et de FIM FM dirigée par le journaliste Aboubacar Diallo qui, le mercredi 07 août 2024, a fait le point de la campagne de levée de fonds dénommée « Un geste pour FIM ».

« La Direction Générale du Groupe Fréquence Médias (GFM) a le plaisir d'annoncer la fin de la campagne de levée de fonds dénommée « Un Geste pour FIM ».

Cette opération qui s'est déroulée du 03 juin au 31 juillet 2024, a permis de mobiliser, via les plateformes Orange Money et Billet facile, la somme de cent vingt trois millions cent quarante

deux mille six cent quatre-vingt francs guinéens (123 142 680 GNF).

C'est le lieu pour la Direction Générale de remercier tous ceux qui ont fait parler leur cœur, à travers cet élan de solidarité envers le personnel du Groupe Fréquence Médias. Un personnel réduit aujourd'hui au chômage et sans ressource par le fait du prince, suite au retrait de notre licence, ayant entraîné de facto la fermeture de FIM-FM », a écrit le Directeur Général de FIM FM, Aboubacar Diallo.

Kéfina Diakité

Guinée

Khalifa Gassama Diaby jette un regard critique sur la transition

Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée "Transition en Guinée : la dynamique totalitaire et les ingrédients du chaos...", Khalifa Gassama Diaby, ancien ministre des Droits de l'homme sous Alpha Condé, jette un regard critique sur ce passe au pays du général Mamadi Doumbouya. Lisez...

« La Guinée est décidément le pays de la désespérance et de rendez-vous manqués.

Incroyable, qui l'eût crut, les « libérateurs » sont devenus les persécuteurs aveugles et sourds.

De Conakry à Yomou, sur les visages affadés de souffrances, étourdis de douleurs et de désespoirs, la colère sourde, les Guinéens broient leurs déceptions et leurs amertumes dans un silence de misère et de tristesse.

Notre pays est décidément un pays de rendez-vous manqués et de désespoirs.

Et nos gouvernants, dans l'arrogance et la négation habituelles qu'ils portent toujours comme un gant, s'emploient à mettre en place des mécanismes de terreur et de violences qu'ils croient naïvement appropriés pour soumettre leur peuple au lieu de l'écouter, le respecter et le satisfaire.

La folie, cela n'a pas d'autre nom.

Se croyant plus avisés que les autres, ils répètent inlassablement et obsessionnellement les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs, voire pire, et espèrent obtenir des résultats différents.

Que faire ?

Quand on a des dirigeants imbus de leurs égos, persuadés d'être des petits dieux, imperméables à la sagesse, à l'humilité et à l'empathie, détenant ainsi sans faille la vérité, la justice et la force absolues... malheurs à leur peuple, surtout quand celui-ci n'est pas lui-même moralement mieux doté que les dirigeants qui causent et entretiennent leurs malheurs et leurs misérables vies.

Prions que Dieu rende sages nos dirigeants, s'il n'est pas déjà trop tard.

Car « la justice du prince importe plus au peuple que la bonne récolte », disait un proverbe oriental.

Quand le peuple est mécontent, nos princes disent que le peuple a tort.

Quand ils sont magnanimes, (ça leur arrive, ne riez pas!) nos princes voient derrière le mécontentement du peuple naïf et résilient, la main des « ennemis », des « traîtres », des « non patriotes » ou des « jaloux ».

Sinon comment un peuple misérable peut-il avoir l'intelligence de se plaindre ? Jamais.

C'est forcément la faute des ennemis du pays. n'est-ce pas ? J'ai dit !

LA REFOUNDATION OU LA TRAJECTOIRE DU CHAOS

Ça y est, la dynamique de la terreur et du chaos voulue par le CNRD est en marche, le sort des Guinéens est désormais suspendu à leur volonté totalitaire et brutale.

C'est absolument incroyable et sidérant qu'un État se livre avec cynisme et terreur à des pratiques de kidnappings et de brutalités contre ses propres citoyens.... pendant que ceux-ci végètent dans la misère et la désespérance.

En un mot comme en mille, que le CNRD libère Foniké Mangué et Billo Bah sains et saufs. Qu'ils soient libérés tout de suite et sans conditions.

Ce cirque devient insupportable !

Je suis horriblement triste pour la Guinée et les Guinéens....pour Foniké Mangué, Billo Bah et tous les détenus politiques, victimes d'injustice.

L'arrestation arbitraire et cruelle du coordinateur du FNDC, son chargé des



opérations (Foniké Mangué, Billo Bah, et Mohamed Cissé) est la continuation des inquiétantes dérives du CNRD dans sa volonté de soumettre son peuple à l'asservissement et à l'arbitraire les plus abjects, pour confisquer sa souveraineté.

Le communiqué ubuesque et grotesque du parquet général prêterait à sourire si le sujet n'était pas si grave et si inquiétant.

A défaut de nous respecter (on ne s'y attend plus!) Qu'ils reconnaissent au moins que nous ne sommes pas des moutons..., encore moins, ne buvons l'eau par les narines.

Le peuple de Guinée n'acceptera jamais cette brutale volonté totalitaire du CNRD.

Disons-le nettement au CNRD, il n'y a pas meilleure voie que celle du respect des principes démocratiques, des principes de l'état de droit et du retour rapide à l'ordre constitutionnel civil et démocratique.

Que le CNRD revienne à la raison, et qu'il respecte ses engagements et sa parole donnée aux Guinéens au lendemain de son coup d'Etat.

Sinon, construisez bien plus de prisons, planifiez plus d'enlèvements, organisez d'autres kidnappings, organisez plus de violences, préparez plus de tombes, mais jamais les Guinéens ne céderont aux diktats, jamais ils ne reculeront face à vos intimidations, vos violences et autres volontés d'humiliations et d'anéantissements.

Nous défendrons ce pays, ce peuple et son désir de libertés et de justice, quoiqu'il en coûte!

Ceux qui dansent sur le corps fumant de tristesse d'un peuple épuisé et désespéré, sauront à leur dépend tôt ou tard que l'on ne danse pas sur un volcan....

LA GUINÉE, UN PAYS ET SES DEMONS

Un pas en avant....mille pas en arrière !

Un jour d'espoir....mille ans de

religieuses qu'ils disent incarner).

Des tares toutes mâtinées et saupoudrées de bestiales haines et calculs ethniques.

voici les ingrédients d'une société « cancéreuse », d'un peuple au destin sacrifié et un pays sans perspectives positives.

Pauvre pays ! Pauvre peuple !

LES PARTENAIRES BI ET MULTILATÉRAUX FACE À LEUR RESPONSABILITÉ MORALE ET HISTORIQUE

Je crois en la communauté internationale, en ses nobles vocations et valeurs.

Je crois à la coopération internationale bi et multilatérale.

Notre pays la Guinée, reste reconnaissant aux différents appuis à lui apporter par des pays amis et les institutions internationales...hier et aujourd'hui.

Mais il est temps pour la communauté internationale, pour les pays amis, de ne pas se résoudre à laisser la Guinée entre les mains d'un groupe d'individus assoiffés de pouvoir, de privilèges avec leurs cortèges de malheurs, de brutalités et de violences arbitraires .

Je lance ici un appel pressant à la communauté internationale, à tous nos partenaires bi et multilatéraux pour :

– demander au CNRD de mettre fin à son inacceptable volonté arbitraire et violente contre son peuple et à libérer immédiatement et sans condition Foniké Mangué et Billo Bah kidnappés honteusement dans la nuit du 10 juillet à Conakry (aujourd'hui portés disparus).... et tous les prisonniers politiques qui courraient illégalement en prison.

– rappeler au CNRD ses devoirs, ses engagements et le strict respect de la volonté démocratique du peuple de Guinée, à travers le retour rapide à l'ordre constitutionnel civil et démocratique.

J'ai un profond respect et une profonde gratitude pour nos différents partenaires, mais leur responsabilité morale et politique restent engagées face aux volontés liberticides et antidémocratiques du CNRD qui se manifestent dans un silence et surtout un immobilisme préoccupants, dangereux et attristant.

Demain, ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas...

Certes notre peuple paiera le prix le plus lourd dans sa chair, mais nos partenaires ne seront guère épargnés ni par la rupture de confiance avec le peuple de Guinée, ni par les vagues d'immigrations considérables vers leurs pays(cela a déjà commencé).

Il faut agir, et maintenant pour contraindre le CNRD à respecter ses engagements, à respecter son peuple et à respecter les droits de l'homme et les principes démocratiques.

Le respect des engagements internationaux de la Guinée, en matière de droits de l'homme, de démocratie et de l'état de droit n'est pas en transition et ne saurait l'être.

Ces engagements s'imposent aux autorités actuelles de la Guinée, sans oublier nos lois nationales qui passent désormais après les caprices de nos violents princes.

Il revient désormais à nos partenaires, de choisir leur camp: le CNRD ou le peuple de Guinée ! La défense des valeurs démocratiques et des droits de l'homme pour le peuple de Guinée (ce qui n'est pas incompatible avec les intérêts des

uns et des autres) ou le souci éphémère des intérêts des uns et des autres, dans le déni et la négation des légitimes aspirations démocratiques et humanistes du peuple de Guinée.

La légitime défense des intérêts de nos partenaires ne doit pas prévaloir sur la défense des valeurs de libertés, de justice et d'humanité les plus élémentaires d'un peuple.

L'une peut se faire dans le respect de l'autre...

Ici et maintenant, il est question de la survie d'un peuple attrapé brutalement à la gorge par un groupe d'individus qui s'autorise et se permet tout pour garder un pouvoir qui ne leur revient pas de droit.

OÙ SONT NOS PRÊCHEURS DE PAIX ?

Aux sages, aux religieux, à toutes les institutions sociales et morales, aux prophètes de la paix et à tous les faux patriotes qui ont tourné le dos à leur peuple, c'est maintenant qu'il faut se lever pour rappeler au CNRD ses obligations légales, morales et politiques et le mettre en garde contre ses actes qui mettent en péril la paix et la stabilité dans notre pays.

Dans l'intérêt de notre pays, de chacun d'entre nous et même du CNRD, c'est maintenant qu'il faut faire entendre au CNRD que la violence arbitraire et les injustices qui s'accumulent sont des options dangereuses pour tous, y compris pour eux mêmes.

Cela doit être dit et entendu, ce ne sont pas ceux et celles qui se battent pour la liberté et la justice qui menacent notre paix collective, ce sont plutôt ceux et celles qui ne respectent pas les lois de la République, les principes démocratiques les plus élémentaires et les règles du jeu qui mettent en péril la paix dans notre pays.

Nulle place désormais pour le flou,l'ambiguïté ou les attermoïements face aux dynamiques totalitaires manifestes du CNRD.

L'histoire regarde chacun d'entre nous, chaque guinéenne et chaque guinéen, chaque partenaire bi et multilatéral...

Nos partenaires les plus privilégiés auront toujours toute leur place dans notre pays, avec ou sans le CNRD.

Il est extrêmement préjudiciable pour leurs intérêts à long terme de tourner le dos au peuple et à ses souffrances....de faire abstraction des valeurs de libertés et de justices qui font leurs légitimes honneurs et grandeurs.

La sentence de l'histoire s'imposera à chacun et à tous.

LE CNRD FACE À L'HISTOIRE

Le flou entretenu et les rumeurs gravement inquiétants autour du kidnapping de Foniké Mangué et Billo Bah sont sidérants et inacceptables.

Le CNRD doit dire à la famille des kidnappés, au peuple de Guinée, à la communauté internationale, où sont les kidnappés.

Quoiqu'il en soit il sera l'unique responsable de tout ce qui arrivera à Foniké Mangué et à Billo Bah, ainsi d'ailleurs que tous les autres prisonniers politiques cyniquement détenus par ceux qui se sont présentés au peuple de Guinée et au monde comme étant des libérateurs, devenus aujourd'hui hélas les persécuteurs et les fossoyeurs de nos

(Suite page 9

droits et libertés.

Après l'interdiction des manifestations, la restriction des libertés politiques, la fermeture arbitraire et honteuse des médias, les détentions illégales et revanchardes des anciens dignitaires, l'arrestation et l'intimidation des journalistes et autres voix libres et discordantes, des violences à l'encontre de citoyens qui tentent de jouir de leurs droits et libertés, cet enlèvement de Foniké Mangué et de Billo Bah, vient confirmer si besoin en était la trajectoire tyrannique et la volonté du CNRD de briser le destin démocratique de son peuple, par la violence et la terreur.

Mais cela ne marchera pas.

Rien, absolument rien n'est plus fort que la vérité et le désir de libertés et de justice d'un peuple.

On ne fait pas la démocratie contre son peuple et dans la haine des voix discordantes.

Nulle philosophie démocratique ne tient dans le fantasme ambigu des ressorts culturels spécifiques et de la violence arbitraire.

L'idée de démocratie à l'africaine comme prétexte d'une sous-évaluation des principes qui sous-tendent la démocratie, est une insulte au génie et à l'intelligence africains.

La démocratie, parcequ'elle incarne la dignité et la souveraineté des peuples, le privilège de la liberté et de la justice, est un bien universel et précieux.

LA LIBERTÉ, UN BIEN TROP PRÉCIEUX !

Bâillonnez, intimidez, menacez, insultez, violez, kidnapez, tuez, mais la liberté,

ce sentiment si têtu et si coriace finira par triompher.

Même dans les ruines désastreuses de vos injustices et de vos violences, la liberté survivra et vaincra.

Elle résistera la liberté, même dans les méandres de nos cœurs meurtris et de nos âmes volées et attristées par cet environnement de brutalité et de terreur, par tant d'injustices, de violences et d'arbitraires.

Oui elle triomphera !

Volez des vies, terrassez les destins, souillez les rêves, brutalisez les libertés, vampirisez les droits, mais soyez certains que vous n'êtes pas Dieu, encore moins immortels, vous n'aurez jamais le dernier mot. Une certitude!

Mais si vous faites le choix judicieux de la raison et de la responsabilité patriotiques, si vous renoncez à vos plans et actions antidémocratiques contre votre peuple et votre pays, nous pouvons éviter tous ensemble, ce gâchis, filles et fils d'un même pays.

Si vous faites preuve de responsabilité et de lucidité, je vous conseille une nouvelle fois:

Libérez Foniké Mangué, Billo Bah et tous les prisonniers politiques.

Organisez ces élections et partez !

Nos vies, nos libertés, nos honneurs, nos dignités, nos rêves, vous pouvez les prendre, mais sachez qu'ils ne vous appartiennent pas.

Leurs fantômes vous hanteront toutes vos vies...vous et vos soutiens.

On ne vérifie pas la profondeur d'un fleuve en y mettant les deux pieds.

LA FARCE CONSTITUTIONNELLE ET LA DÉMOCRATIE PERFORMATIVE

Oups j'allais oublier notre nouvelle Constitution magique.

Avec cette nouvelle Constitution, nous serons une démocratie parce que c'est écrit , parceque c'est dit.

Il est interdit de rire!

Plus de 30 mois pour une bien drôle de Constitution qui renferme bien plus de choses que nécessaire.

On ne garanti pas le respect d'une règle en la constitutionnalisant. Ce respect dépend de l'honneur des dirigeants et de la vigilance des peuples.

Mais...L'heure n'est pas au débat serein sur une quelconque Constitution, tant que les deux leaders de la société civile kidnappés (Foniké Mangué et Billo Bah) , et les acteurs politiques arrêtés ne sont pas libérés.

Les Constitutions ne font pas les démocraties. Les démocraties émergent d'abord de la détermination des peuples à se faire respecter, à faire respecter leur souveraineté et leur dignité. Elles émergent ensuite de la volonté et de la bonne foi des dirigeants à intégrer le fait qu'ils ne sont ni indispensables, ni irremplaçables, et qu'ils doivent comme les autres citoyens se soumettre à la force des lois et des principes démocratiques.

Enfin elles sont surtout garanties par l'honneur des dirigeants à respecter la règle du jeu et leurs paroles.

D'ailleurs il est bien étrange que ceux qui s'engagent aujourd'hui, à travers cette fameuse nouvelle Constitution, à garantir pour demain une réelle démocratie et le respect des droits humains aux

guinéens, ne soient même pas capables de respecter le document (la charte de la transition) qu'ils ont eux mêmes pensé, rédigé et publié...qui garantissait certains droits et libertés, qui sont aujourd'hui complètement foulés aux pieds des puissants...violés et massacrés.

Ah nos fameux dirigeants, la démocratie c'est toujours pour demain, pour les autres, jamais pour eux.

Il n'y a pas meilleure promesse pour une démocratie que des dirigeants qui respectent leur parole et leur peuple, et qui ont l'honneur et l'humilité de savoir que les lois de la République sont supérieures à leurs egos et leurs intérêts.

LA SEULE VOIE DE LA PAIX ET DE LA DÉMOCRATIE POUR NOTRE PAYS ET POUR LE CNRD

- Libérez Foniké Mangué, Billo bah, et tous les autres prisonniers politiques.

- Mettre fin à toutes formes de harcèlement, d'intimidations et de violences envers les acteurs politiques et ceux de la société civile.

- Rétablir toutes les libertés politiques et civiles reconnues par les conventions internationales, les lois de la République et la charte du CNRD.

- Libérez la presse, et cesser toutes formes d'intimidations envers les journalistes.

- Définir un agenda précis et consensuel du retour rapide à l'ordre constitutionnel et civil.

- Mettre en place un gouvernement de large consensus, composé des principales structures politiques et civiles, avec pour missions la

mise en place des dernières réformes et l'organisation des élections mettant fin à cette transition.

Tous les autres sujets et inquiétudes des uns et des autres, y compris ceux du CNRD, peuvent être sereinement discutés et résolus dans le souci et le respect des principes démocratiques et de la paix dans notre pays...dans l'intérêt de tous.

Toute autre perspective sera une dangereuse fuite en avant, aux conséquences imprévisibles.

Quand on aime son pays, on ne le trahi pas!

Quand on aime son peuple on ne le brutalise pas!

» L'arbitraire est une arme à un si grand nombre de tranchants, que ceux qui la tiennent s'y couperont éternellement les doigts » disait Henri. R

Le peuple de Guinée vous regarde, le monde vous observe....

Libérez Foniké Mangué et Billo Bah !

Libérez tous les prisonniers politiques !

Libérez les médias !

Vive la Guinée !

L'arbitraire ne gagnera pas !

Vive la liberté!

Vive la justice!

Vive la démocratie ! », a écrit Khalifa Gassama Diaby, ancien Ministre des Droits de l'homme et des libertés publiques.

Mamadou Oury

LIMOGEAGE DE KABA DIAWARA

Des journalistes sportifs se prononcent sur la décision de la Féguifoot

La Fédération Guinéenne de Football a mis fin à l'aventure de Kaba Diawara et son staff technique à la tête du Syli National. L'instance dirigeante du football guinéen motive sa décision par dit-elle, insuffisance de résultats selon les clauses du contrat.

Cette décision a été prise en raison de l'absence de réalisation des objectifs sportifs qui avaient été fixés contractuellement. L'objectif initialement assigné au staff sortant était de faire progresser le Syli National A parmi les 10 meilleures nations africaines au classement FIFA au cours d'une période d'évaluation de deux ans. Malheureusement, cet objectif n'a pas été atteint, ce qui a conduit à la nécessité d'une réorientation stratégique.

Pour garantir une transition efficace et assurer la continuité dans la préparation des prochaines échéances, il a été décidé de mettre en place un directoire transitoire chargé de la gestion technique du Syli A. Ce directoire sera en place jusqu'à au moins novembre 2024, période correspondant à la fin des qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations 2025.

Ce directoire sera placé sous la supervision du Directeur Technique National (DTN) et sera coordonné par M. Michel Dussuyer, ancien sélectionneur du Syli National, reconnu pour sa grande expérience et sa réputation dans le milieu du football. Sa connaissance approfondie du football africain et son expérience passée à la tête de l'équipe nationale constituent un atout majeur pour cette période transitoire.

Le directoire inclura également M. Charles Paquille, ancien assistant du sélectionneur national, lequel assumera les fonctions de sélectionneur. Sa proximité avec les joueurs et sa



compréhension des dynamiques internes de l'équipe seront cruciales pour maintenir la cohésion et la performance de l'équipe. M. Souleymane Camara, actuel sélectionneur du Syli des joueurs locaux, fera aussi partie de ce directoire en tant qu'assistant de M. Charles Paquille, apportant son expertise et

sa connaissance des talents locaux, ce qui permettra de renforcer encore davantage le lien entre les joueurs évoluant à l'étranger et ceux du pays.

Ce nouveau souffle à la tête de l'équipe nationale de football, n'enchant pas Mory Sidibé, journaliste sportif. Ce confrère s'attendait à un remplaçant

expérimenté mais hélas!

«Après ce limogeage, on s'attendait à l'arrivée d'un coach charismatique, mais c'est son adjoint, Charly Paquille, qui est venu. Son limogeage, je suis d'accord, car un entraîneur c'est le résultat. Quand il n'y a pas de résultats, tu plies tes bagages. Mais celui qui est venu, le choix n'a pas été réfléchi, surtout le comité qui a été mis en place. Pour l'instant, je n'ai pas beaucoup aimé, surtout la venue de Charles Paquille. Michel Dussuyer est bien, il est expérimenté, c'est lui qui doit coordonner tout. La crise n'est pas totalement finie, et je ne mise pas beaucoup sur celui qui est venu. Le choix n'a pas été bien réfléchi par la Fédération guinéenne de football », s'est-il montré pessimiste.

Mohamed Cafu Bangoura s'inscrit dans l'analyse de son prédécesseur. Il pense que le passage de l'ancien international a été plus ou moins bon par rapport aux objectifs qui lui ont été fixés.

«La décision est bonne dans la mesure où le critère de choix ou de sélection d'un sélectionneur est bien défini. Donc, je pense qu'il y a des contrats entre Kaba Diawara et la Fédération guinéenne de football. Si aujourd'hui il est limogé, cela veut dire qu'il n'a pas réussi à atteindre l'objectif de ce contrat, il n'a pas réussi à faire l'unanimité. Le passage de Kaba Diawara à la tête du Syli national n'est pas positif et je ne dirai pas non plus que c'est médiocre, mais c'est très mitigé. Donc, réellement,

c'est un bilan très mitigé. D'autres vont dire médiocre, mais je préfère maintenir ce mot mitigé parce qu'il n'a même pas réussi à gagner 50% des matchs qu'il a disputés. C'est un bilan qui n'a pas plu au public sportif guinéen et voici la cause de son limogeage », a-t-il enchaîné.

La Fédération Guinéenne de Football est convaincue que ce directoire transitoire saura maximiser le potentiel des talents présents au sein de notre sélection, tout en insufflant un nouvel élan indispensable pour atteindre les objectifs sportifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

Nous appelons tous les supporters et partenaires à soutenir cette nouvelle équipe dans sa mission de conduire le Syli National vers de nouveaux sommets.

Aujourd'hui, selon Mory Sidibé, la Guinée a besoin d'un entraîneur étranger, expérimenté surtout. Il ajoute que dans les différentes compétitions, on n'arrive pas à franchir des étapes, on a des joueurs qui jouent dans les grands clubs. Donc, il faut envoyer un entraîneur charismatique, un entraîneur qui peut bien mener SERHOU GUIRASSY, NABY KEITA, qui peut faire notre affaire.

En deux ans, Kaba Diawara a livré trente-sept matchs officiels avec le Syli national de Guinée, treize victoires, sept nuls et dix-sept défaites.

Samuel Demba. D

SYLI NATIONAL

Le sélectionneur Kaba Diawara limogé par la Féguifoot

Le dimanche 04 août 2024, la Fédération guinéenne de football a annoncé le limogeage de Kaba Diawara de son poste de sélectionneur de l'équipe du Syli national A. Ce dernier vient d'aligner trois défaites à la tête du Syli U23 aux JO Paris 2024.



Sur son compte Instagram, le président de la Fédération guinéenne de football, Aboubacar Dinah Sampil, s'est exprimé sur ce limogeage qui fait couler beaucoup d'encre et de salive sur les réseaux sociaux et dans les milieux

sportifs.

« Ce dimanche 04 août 2024, l'encadrement technique du Syli A, a été remanié, de fond en comble, afin d'insuffler une nouvelle dynamique à l'équipe et de mieux le préparer pour les

prochaines batailles. Personne n'a démerité.

Il faut savoir que la vie est un long cours de changements interrompus et dynamique et aussi une course de relais. Nous nous inscrivons à la fois

dans la rupture et la continuité.

Chacun a donné le meilleur de lui-même dans le précédent mandat et je ne doute pas un seul instant que la nouvelle équipe aura à cœur de mériter la confiance placée en elle, individuellement et collectivement, surtout, elle permettra de renouer avec le goût de la victoire, cher à notre public sportif et à tous nos décideurs », a fait savoir Bouba Sampil.

Il y a eu également des réactions de la part des joueurs cadres du Syli national. C'est le cas par exemple du milieu de terrain, Abdoulaye Touré, qui a réagi sur les réseaux sociaux juste après l'annonce de la Féguifoot. « J'espère que c'est faux », a posté le joueur du Havre sur son compte Instagram. Un autre milieu de terrain, Amadou Diawara, a lui aussi réagi sur son compte

Instagram en ces termes : « Merci coach pour tout. Vous êtes un exemple de patriotisme »

Naby Keïta, capitaine du Syli national, n'a pas été en reste. « Merci Coach infiniment », a-t-il écrit.

A rappeler que Kaba Diawara a été nommé sélectionneur de la Guinée en remplacement de Didier Six le 29 octobre 2021. Après deux ans de collaboration, la Fédération guinéenne de football a cru devoir mettre fin à son bail. Sur le banc du Syli national, il a disputé 37 matchs, enregistré 13 victoires, 7 matchs nuls et 17 défaites.

Espérons que son remplaçant sera à la hauteur dans les éliminatoires et les compétitions à venir.

Kaba Kankoula

SÉNÉGAL

Les associations de presse alertent face au risque de disparition de nouveaux journaux

Au Sénégal, la presse est en danger, affirment les représentants du secteur. On évoquait il y a quelques jours la disparition des kiosques des deux principaux quotidiens sportifs du pays. La CAP, la coordination des associations de presse tire la sonnette d'alarme dans un communiqué et appelle les autorités à réagir.

Selon les représentants du secteur de la presse au Sénégal, davantage de journaux pourraient disparaître très prochainement. La mise en garde est nécessaire pour Mamadou Thior, représentant de la Coordination des associations de presse :

« C'est une façon pour la coordination des associations de presse (CAP) d'alerter les nouvelles autorités car peut-être qu'elles n'ont pas idée de la gravité de la situation. Pas mal d'entreprises de presse sont dans d'énormes difficultés. Là, il est bon qu'ensemble, nous puissions nous asseoir et voir des pistes de solution ».

Les autorités restent silencieuses

Pas de réponse des autorités pour le moment. D'autant que selon, Mamadou Thior, le gouvernement est aussi une menace :

« Ce qu'on a noté, c'est qu'il y a eu une série de mesures prises par les nouvelles autorités qui ne rassurent pas et ne sont pas de bons signaux ».

Parmi elle, la confiscation du Fonds d'appui au développement de la presse ou la suspension des abonnements de l'État aux journaux.

La profession souhaite une fiscalité adaptée

Autre point important des revendications portées par la profession : une fiscalité adaptée et spécifique. Mamadou Ibra Kane, président du Conseil des Diffuseurs et Éditeurs de Presse du Sénégal (CDEPS), le patronat de la presse sénégalaise.

« Nous estimons que la presse est un secteur névralgique et stratégique au même titre que l'agriculture ou le logement social. Des secteurs où l'État du Sénégal



adopte une fiscalité spécifique et nous estimons que la presse doit bénéficier du même statut fiscal que beaucoup de secteurs ».

En attendant, la dette fiscale des médias sénégalais s'élève aujourd'hui à 40 milliards de francs CFA. Une dette que Macky Sall avait promis d'effacer

en partie, mais à laquelle les nouvelles autorités ne comptent pas renoncer.

RFI

CÔTE D'IVOIRE

64ème anniversaire de l'indépendance sur fond de bonne nouvelle pour les retraités

La Côte d'Ivoire moderne a 64 ans. Les festivités marquant cet anniversaire se sont déroulées ce mercredi 7 août sur l'autoroute de Grand Bassam. Une cérémonie marquée par un défilé qui a mobilisé près de 5 000 forces de défense et de sécurité ainsi que des civils. À la veille de cette fête nationale, le président ivoirien Alassane Ouattara annonçait une bonne nouvelle pour les retraités du public et du privé. Ils bénéficient désormais d'une prime spéciale annuelle représentant un tiers de leur pension mensuelle. La mesure qui rentre en vigueur dès septembre prochain est saluée par ses bénéficiaires.



Cela fait maintenant 20 ans que Simone Kpénahi est à la retraite, après trois décennies de bons et loyaux services rendu au trésor public de Côte d'Ivoire. Elle reçoit mensuellement une pension de près de 100 000 Francs CFA. Avec la nouvelle prime spéciale, un tiers de cette somme lui sera reversé en plus, début septembre de chaque année. Une mesure annoncée par le président Alassane Ouattara, qu'a saluée cette sexagénaire qui sollicite davantage de soutien.

« Vraiment, c'est de bon cœur qu'il nous a offert ça. Mais les pensions ne sont pas élevées. Je souhaiterais qu'il fasse un petit effort encore et que ce soit trimestriel, ça nous ferait beaucoup de bien ».

Cette prime spéciale rentre en

vigueur dès le mois prochain. Elle a été longtemps souhaitée par le collectif des fonctionnaires retraités après 30 ans de service. Une organisation qui revendique plus 1 000 membres. Denis Konan en est le président.

« Nous vivons les mêmes réalités que les fonctionnaires en activité, donc nous acceptons le tiers, tout en espérant qu'au fil des années ça va se bonifier jusqu'à atteindre la pension entière ».

Selon la caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), de 2013 à 2024, la pension de retraite a été revalorisée à hauteur de 30%. Rappelons que la première maison de retraite du pays a ouvert ses portes en septembre dernier.

RFI

RDC

Le président Tshisekedi accuse son prédécesseur Kabila d'être derrière la rébellion de l'AFC

Le président congolais Félix Tshisekedi a accusé son prédécesseur Joseph Kabila de fomenter une « insurrection », lors d'une interview à la radio Top Congo, mardi 6 août, diffusée depuis Bruxelles où le président était en séjour médical. Et il n'a pas mâché ses mots. « L'Alliance Fleuve Congo, c'est lui », a déclaré Félix Tshisekedi en faisant référence à Joseph Kabila et au mouvement politico-militaire, dont fait partie le M23. L'Alliance Fleuve Congo, c'est ce mouvement politico-militaire lancé en décembre 2023 par Corneille Nangaa, ancien président de la Commission électorale congolaise. Ce regroupement compte en son sein le M23, groupe rebelle soutenu par le Rwanda voisin. Ce lien entre l'AFC et Joseph Kabila a déjà été fait plusieurs fois par des proches du pouvoir, notamment par le chef du parti présidentiel Augustin Kabuya en avril dernier. Mais cela n'avait

jamais été le cas directement par le président lui-même. Il accuse désormais l'ancien chef de l'État, son ancien allié au début de son premier mandat, de préparer « une insurrection ». Félix Tshisekedi qui est aussi revenu sur le rôle du Rwanda dans ce conflit, qualifiant le président Paul Kagame de « criminel ». Il a réaffirmé sa ligne concernant des négociations : « Au grand jamais, tant que je serai président, j'aurai en face de moi le M23 ou l'AFC. » En revanche, il se dit ouvert à des « discussions » avec son homologue rwandais : « Mais ce n'est pas pour arriver au mixage des combattants dans l'armée. » Le président évoque de nouvelles discussions, mercredi 7 août, dans le cadre du processus de Luanda. Selon sa porte-parole, il est de retour à Kinshasa et doit notamment présider un Conseil des ministres restreint.

RFI

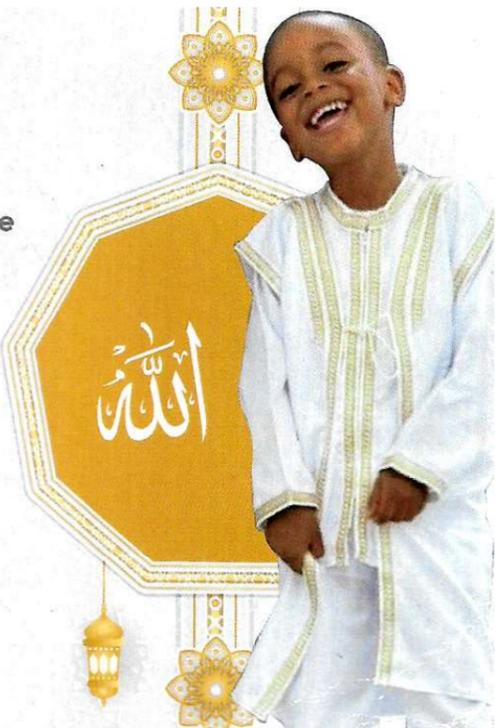
CARTE DE REMERCIEMENT
INNA LILLAHI WA INNA ILAYHI RAJI'UN

Notre famille tient à exprimer sa profonde gratitude pour votre soutien et vos témoignages d'affection suite à la perte de notre cher enfant, **Ibrahima Dieng**. Vos mots, vos prières et votre présence à nos côtés ont été une source de réconfort immense pour nous en cette période douloureuse. Sa lumière et son sourire vont nous manquer.

Du fond du cœur, MERCI !

Ibrahima DIENG
11 octobre 2020 - 17 juillet 2024

*Que son âme repose en paix,
Amen !*



Lisez le journal
numérique sur le site



www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Kamala Harris choisit le gouverneur du Minnesota Tim Walz comme colistier

Tim Walz a été choisi mardi par la candidate démocrate Kamala Harris pour la seconder dans la course à la Maison Blanche, une nomination qui vient consacrer le parcours atypique de cet ancien professeur, devenu gouverneur.

Pas franchement connu en dehors des frontières de son Etat du Minnesota, le sexagénaire s'est illustré ces dernières semaines par ses petites piques répétées à l'encontre de Donald Trump et de son entourage, qu'il n'a cessé de qualifier de « mecs bizarres ».

« Nous n'avons pas peur des mecs bizarres », a lancé cet élu affable, au débit rapide, lors d'une réunion de campagne. « Croyez en mon expérience d'enseignant, les brutes n'ont aucune puissance. » Ce natif du Nebraska a en effet passé de longues années dans le milieu de l'enseignement, notamment en tant que professeur de géographie et coach de football américain.

Fait notable, cet homme aux petites lunettes rectangulaires, a enseigné quelques mois en Chine, juste après les événements de Tiananmen du printemps 1989. « Le fait de pouvoir être dans un lycée chinois à ce moment crucial me



semblait vraiment essentiel », confiera-t-il des années plus tard devant une commission du Congrès américain, où il siégera durant 12 ans.

Quand ont circulé les premières rumeurs sur sa désignation comme colistier de Kamala Harris, certains internautes se sont demandé si la paire avait vraiment le même âge, assortissant leurs messages

d'une photo de Tim Walz, le crâne dégarni. « J'ai été surveillant de cantine pendant 20 ans. Tu ne fais pas ce boulot sans t'arracher les cheveux », a répondu sur X l'élu de 60 ans, avec humour.

George Floyd

En janvier 2019, Tim Walz accède au poste de gouverneur du Minnesota, un Etat de

la région des Grands Lacs, frontalier du Canada. A peine un an plus tard, il est contraint de jongler avec deux crises majeures: la pandémie de Covid-19 et la mort de l'Afro-Américain George Floyd, sous le genou d'un policier blanc.

Minneapolis, la plus grande ville de l'Etat, s'embrase, le point de départ d'un immense mouvement de manifestations

anti-racistes qui secoue l'Amérique durant de longs mois. Les républicains accusent le gouverneur d'être trop laxiste dans sa gestion de la criminalité, quand les démocrates louent au contraire son bilan en matière de protection du droit à l'avortement.

Après l'arrêt de la Cour suprême de juin 2022, annulant la protection constitutionnelle de l'IVG, Tim Walz s'est en effet engagé à faire de son Etat un sanctuaire pour les femmes cherchant à avorter. Une clinique, située dans l'Etat voisin du Dakota du Nord, bien plus répressif, a alors déménagé de son côté de la frontière.

En mars 2024, il a participé au premier déplacement d'une vice-présidente dans une clinique prodiguant des avortements, Kamala Harris, avec qui il espère désormais accéder à la Maison Blanche.

AFP

MALI

Quelle est l'implication de l'Ukraine au Sahel après la bataille de Tinzaouatène?

Quelques jours après que le Mali a désigné l'Ukraine comme son ennemie, se pose désormais la question du niveau d'implication de Kiev au Sahel, alors que les Russes s'y sont immiscés depuis de nombreuses années. Selon l'agence ukrainienne de renseignement militaire (GUR), la victoire de la rébellion touarègue dans la bataille de Tinzaouatène, dans le nord du Mali, a été possible grâce à « des informations utiles » fournies par Kiev, contribuant à la débâcle des paramilitaires russes de Wagner. Kiev ne cache pas mener des opérations militaires contre la Russie sur des terrains étrangers.



« Des informations utiles ayant permis des succès militaires contre les criminels de guerre russes » : c'est ainsi que le porte-parole du GUR, les renseignements ukrainiens, a

présenté la participation de Kiev à la bataille de Tinzaouatène, dans le nord du Mali. Des informations au bénéfice des séparatistes touaregs leur ayant permis d'infliger au russe

Wagner sa pire défaite depuis son arrivée au Sahel.

La bataille de Tinzaouatène, qui opposait les forces maliennes aux rebelles du CSP d'une part et aux jihadistes du Groupe

de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) d'autre part, a causé la mort de dizaines de soldats maliens et de leurs alliés russes de l'ex-groupe Wagner. Le CSP-DPA dément catégoriquement les affirmations du GUR, les rebelles se disant seuls artisans de cette attaque. Mais que l'ennemie de la Russie en revendique une partie ne dérange pas le porte-parole du CSP-DPA, Mohamed Elmaouloud Ramadane : « Nous ne sommes pas une organisation qui est isolée du reste du monde. Bien sûr, nous avons des contacts avec les Ukrainiens, avec tout le monde, et particulièrement avec ceux qui subissent la terreur de Wagner. Aujourd'hui, ce qui se dit derrière ne nous gêne pas, l'important pour nous est le

résultat, d'essayer de défendre nos populations, faire face à l'ennemi et le faire dégager de notre territoire. »

Le journal Le Monde affirme que les rebelles maliens ont été formés au maniement de petits drones artisanaux en Ukraine et sur le sol malien à Tombouctou. À RFI, le CSP ne confirme pas, mais ne dément pas non plus. Chose certaine : des forces ukrainiennes affrontent bel et bien la Russie sur la scène africaine. L'an dernier, plusieurs médias ont constaté leur présence au Soudan, aux côtés de l'armée du général al-Burhan. Celui-ci affronte les paramilitaires du général Hemedti, soutenus par Wagner.

RFI